

Repères

La France a rétabli ses contrôles aux frontières en 2015 en raison d'une "menace terroriste persistante". Les forces de l'ordre déployées à la frontière avec l'Italie s'attellent surtout à empêcher les migrants de traverser les Alpes. Notre reportage, en trois parties, a pour objectif d'éclairer la pression à laquelle font face les bénévoles et militants, le parcours des migrants et les pratiques des forces de l'ordre. Il a été réalisé grâce au soutien du Fonds pour le journalisme.

Fonds pour le journalisme

A la frontière franco-italienne, la solidarité est mise à rude épreuve

Reportage Sabine Verhest
Envoyée spéciale en France

L'attroupement s'est formé sur les trottoirs d'une rue étroite de Briançon. "Protégeons les vies, pas les frontières." Un homme, chemise à grosses fleurs rouges et casquette couvrant la nuque des rayons du soleil de montagne, s'échine à fixer des banderoles sur la grille de la gendarmerie. "Assez de morts." Ce matin-là, une centaine de personnes – de tous âges, d'ici et d'ailleurs – se sont données rendez-vous pour faire valoir qu'à "politique inhumaine, réponse fraternelle".

Un drôle de chien se promène avec, attaché sur le flanc, une pancarte "Libérez mon maître". Elié, grand jeune homme déjà, a déposé la sienne devant la grille de la gendarmerie : "Libérez papa". Papa, c'est Benoît Ducos, 48 ans. Lui, deux hommes et une jeune femme ont été convoqués pour être placés en garde à vue. Ils auraient "aidé à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire français, en bande organisée". Math, jeune militante passée entre autres par la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes, s'en désole : "La bande organisée, c'est pour qualifier la mafia. La criminalisation du militantisme est criante en France. Ici, on a juste des gens qui donnent de leur temps parce qu'ils croient en quelque chose."

Si Benoît Ducos a été convoqué ce 17 juillet, c'est parce que, trois mois

plus tôt, près de 150 personnes avaient franchi la frontière franco-italienne par les pistes de ski de Montgenèvre avec une vingtaine d'Africains. Elles voulaient répondre "pacifiquement" et "spontanément" aux "provocations haineuses et dangereuses" du groupuscule d'extrême droite Génération identitaire qui, la veille, avait bloqué le col de l'Echelle pour marquer son hostilité à l'entrée de migrants en France. "Elles s'attendaient à ce que les forces de l'ordre leur intiment l'ordre de s'arrêter à la frontière" entre Clavière en Italie et Montgenèvre en France, explique Anne Chavanne, membre du mouvement citoyen Tous Migrants, auquel appartient Benoît Ducos. "Mais il n'y a pas eu de contrôle, et les manifestants ont traversé." Les forces de l'ordre françaises, "postées à 500 mètres de là", n'ont plus eu qu'à resserrer le filet. "Les gens ont été piégés. On les a laissés passer et puis on les a accusés d'avoir fait passer des migrants."

Faire face à l'urgence

Ce mardi matin-là, Benoît Ducos a préparé un petit sac à dos – la garde à vue peut durer jusqu'à 96 heures. Il parle sans un mot plus haut que l'autre. "J'ai la conscience tranquille. Mais certains d'entre eux ne doivent pas bien dormir", dit-il en pointant le menton vers la gendarmerie. "Nous, on ne violente personne, on n'insulte personne, on ne repousse pas les gens comme du bétail. On est juste des bénévoles, on fait comme on peut avec les moyens qu'on a."

Saute-frontière (1/3)

GRAND ANGLE

- Les citoyens venant en aide aux migrants à la frontière franco-italienne sont soumis à la pression de la police et de la justice.
- La Cour constitutionnelle est venue rappeler le principe de fraternité.



LaLibre.be

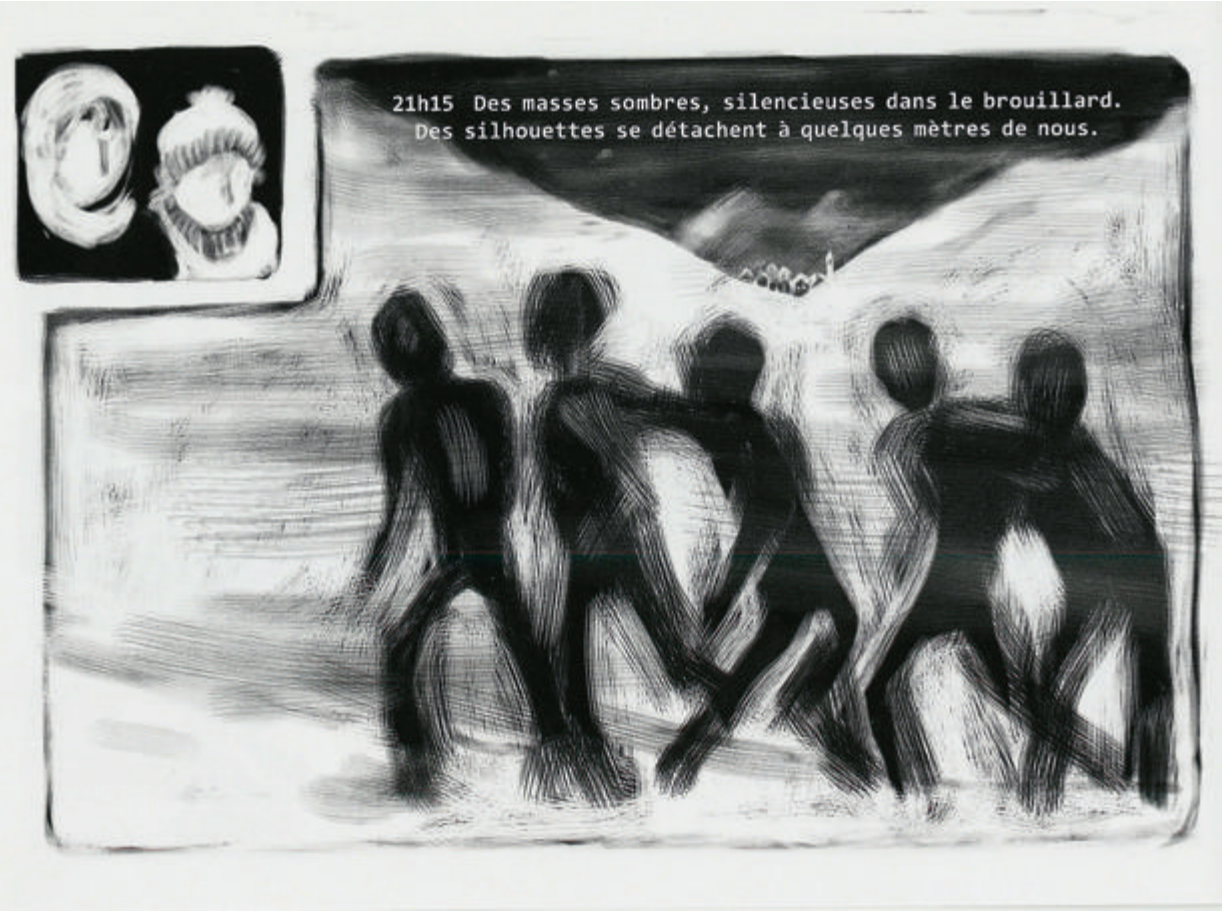
Grand format
Découvrez sur notre site Internet notre reportage en grand format multimédia.

Secouriste, il maraude régulièrement pour venir en aide aux migrants en souffrance dans la haute montagne. Comme beaucoup d'autres citoyens, il n'y était pas préparé, mais il a choisi d'assumer cette nouvelle réalité à sa porte.

Des profils différents

Lorsque les migrants, que les dangers des Alpes et le rétablissement des contrôles à la frontière franco-italienne n'ont pas arrêtés, ont commencé à arriver dans leur vallée il y a deux ans, des bénévoles se sont mobilisés, des familles ont ouvert leur porte, des militants se sont engagés. Puis, face à l'urgence, la communauté de communes a mis à disposition une ancienne caserne de CRS pour accueillir ces personnes éreintées, mal équipées, qui avaient déjoué les forces de l'ordre et les pièges de la montagne.

Le profil des aidants se révèle assez diversifié, entre "des gens qui ne sont pas du tout politisés qui veulent juste aider", "des catholiques qui veulent faire une bonne action", "les militants depuis toujours, engagés dans diverses associations" et puis "les gens plus politisés, de gauche, d'extrême gauche ou anarchistes", égrène Anne Chavanne. "Tout le monde se côtoie, forcément avec des différences d'opinion, des moments où l'on a besoin de se poser et de faire de la médiation." La crainte de certains est que le militantisme politique n'emporte le Refuge solidaire et l'aide d'urgence par le fond. Les forces de l'ordre l'ont bien



Tous Migrants a édité une petite BD, "De l'autre côté... Une nuit au col de l'Echelle", réalisée par P. Baur and Sister, relatant l'aide apportée aux migrants lors d'une sortie en montagne de citoyens maraudeurs.

compris, qui "ont régulièrement essayé de nous diviser, en marquant les différents groupes".

Mettre la distance, ou pas

Les citoyens se sont mobilisés avec plus ou moins de passion et d'engagement. Certains réussissent à mettre des limites, à maintenir de la distance, à réaliser qu'ils donnent ce qu'ils peuvent à leur échelle. Cédric Herrou a carrément vu sa vie entrer dans une autre dimension ces deux dernières années. Sur son terrain en terrasses de la vallée de la Roya, l'agriculteur a hébergé "1 300-1 400 personnes", des jeunes et des familles qui ont réussi à remonter depuis Vintimille sans se faire repérer par les gendarmes et policiers français. Il l'affirme très clairement, il aide dans un souci de respect de la dignité humaine et de la vie, mais "pleurer quand un gamin a mal, ce n'est pas mon rôle. Quand on me demande ce qui est le plus dur dans ma vie de tous les jours, je réponds que c'est désherber les carottes".

D'autres le vivent plus affectivement. "Cela nous a bouleversé complètement la vie", reconnaît Catherine Gros, trésorière de l'association Roya citoyenne. "Vous faites, mais vous ne faites jamais assez, vu l'ampleur de la tâche. Et puis, ça va durer. Moi, je sais que je fatigue, j'ai 67 ans. Si vous ne faites rien, vous culpabilisez. Si vous prenez vos vacances, vous culpabilisez. Mais je ne peux pas faire comme s'il ne se passait rien." C'est dans son tempérament à elle, la "vieille militante du planning familial".

Parfois, les aidants se sont lancés à corps perdu jusqu'à se voir submergés par leur propre engagement et par la détresse à laquelle ils ont été confrontés. "Il y a des couples et des familles qui ont été mis en difficulté", note Anne Chavanne. "Il y a des burn-out. C'est émotionnellement très éprouvant, surtout quand la vie s'organise autour de cela et que cela devient assez obsessionnel", remarque Marie Dorléans, qui a fondé Tous Migrants en 2015 pour sensibiliser la population aux problématiques migratoires après la découverte du petit corps d'Aylan Kurdi sur une plage turque. Et puis "on s'épuise", témoigne Marcel Deglane. Lui, maraude à VTT en montagne. Les migrants "se passaient mon numéro de téléphone. On m'appelait parfois à 3 h du matin, en détresse. J'ai craqué". Et changé de numéro.

Des tensions locales

La relation avec la population locale, si elle se passe bien dans l'ensemble, insistent plusieurs bénévoles, frotte parfois aussi. Il suffit d'entendre les réactions au passage d'une manifestation ou à la terrasse d'un café pour s'en faire une idée. "On ne peut quand même pas tous les accueillir" ou "Ce n'est pas de notre faute si leur pays va mal" font florès.

"Je ne suis pas originaire de Breil, je suis considéré comme un hippie et ma médiation dérange", constate Cédric Herrou. Habitants et commerçants ne croisent pas de migrants – ceux-ci restent à l'écart, au calme, sur le terrain de l'oléiculteur caché dans la montagne –, mais ils pensent que leur présence couplée à celle, massive, des forces de l'ordre nuit à

Lire la suite en page 18



SABINE VERHEST

Cédric Herrou accueille les migrants dans le camping qu'il a établi sur son terrain, dont les alentours sont surveillés 24h/24 par les forces de l'ordre.

Suite des pages 16 et 17

l'image de leur jolie vallée. Dans la Roya, contrairement au Briançonnais, Marine Le Pen a fait le plein de voix. Cédric Herrou ne compte plus les insultes et les menaces, y compris de mort, qui lui sont destinées. *"Je ne suis pas parano, mais je fais gaffe quand même."*

Des aidants, même des plus discrets, il y en a, mais des dénonciateurs aussi. Les militants de Génération identitaire l'ont bien compris en faisant du porte-à-porte pour expliquer leur point de vue dans les villages de Haute-Durance et permettre de *"décomplexer les racistes"*, comme le note Marie Dorléans. L'an dernier, un certain Rodolphe Crevel a édité un journal, *"A Vugi d'a la Roya"*, mélangeant informations, mensonges, diffamations, injures sur des gens du coin. Près de 5 000 exemplaires avaient encrassé les commerces avant de finir au rebut. Mais l'initiative avait eu le temps de faire mal.

"Je n'ai plus confiance"

Ce qui se révèle particulièrement dur à supporter pour certains bénévoles, c'est la pression mise par la police et la gendarmerie. Le service d'information de la police nationale ne nous a pas donné l'autorisation de recueillir la version de ses représentants sur place. Et *"tout le monde n'est pas à mettre dans le même sac, mais il y a des gens parmi les forces de l'ordre qui se sentent pousser des ailes"*, tonne Michel Rousseau, le porte-parole de Tous Migrants. La convoca-

tion groupée du 17 juillet *"prend la suite de nombreuses pressions et tentatives d'intimidation (convocations en audition libre, harcèlement téléphonique, surveillance des domiciles) que subissent depuis des mois des personnes solidaires dans la région"*, indiquent ainsi une série d'associations dans leur communiqué de presse commun. *"On a l'impression d'être fichés, identifiés, surveillés, d'être de grands délinquants alors qu'on aide juste les autres"*, déplore Pauline Rey, bénévole au Refuge solidaire. *"Je ne regarde plus la police du même œil. Je n'ai plus confiance..."*

Bénévoles apolitiques et militants engagés en témoignent, même si, *"quand moi, 58 ans, je me fais arrêter ou quand un jeune un peu baba cool se fait arrêter, le traitement de la police n'est pas le même"*, note Anne Chavanne. Dans les environs de Montgenèvre comme dans la vallée de la Roya, circuler avec un Noir dans sa voiture augmente spectaculairement la probabilité de se faire arrêter (des conducteurs ont été condamnés), témoignent des habitants. Contrôles d'identité répétés, examen minutieux de la voiture, vérification de la vignette et du contrôle technique, verbalisation pour avoir allumé le contact avant d'avoir bouclé la ceinture de sécurité : les occasions d'enquiquiner le monde de la solidarité ne manquent pas. Les

intimidations et tentatives de découragement portent parfois leurs fruits, quand l'un ou l'autre, inquiet, décide de retourner à sa vie d'avant.

Surveillé 24h/24

Cédric Herrou est à cet égard particulièrement sous pression. Les personnes qui lui ont libellé des chèques depuis 2014 ont été convoquées par la police, *"cela m'a fait perdre pas mal de clients, des magasins"*, rapporte l'agriculteur, qui vit de ses œufs et de ses olives. Emprunter le sentier discret, qui monte depuis la départementale vers sa maison et son camping, entraîne la plupart du temps un contrôle d'identité et la photo des papiers

"On a l'impression d'être fichés, surveillés, d'être de grands délinquants alors qu'on aide juste les autres."

Pauline Rey
Bénévole à Briançon.

par un gendarme mobile, armé et vêtu d'un gilet pare-balles, posté sous les arbres de l'autre côté de la route. L'accès à la propriété de 2 ha, régulièrement survolée par des drones et hélicoptères, est surveillé par des gendarmes mobiles déployés autour et alentour 24h/24 – des hommes qu'on reverra sur la terrasse d'un très agréable hôtel de Menton où ils sont casernés. *"Quand on voit les moyens mis en place en termes de militarisation de la frontière et de contrôle, on se dit qu'ils pourraient être mis ailleurs, et notamment dans l'accueil des migrants"*, estime Richard "Pak" Lavina, l'une des che-

viles ouvrières de Roya citoyenne.

Placé à neuf reprises en garde à vue, perquisitionné cinq fois, convoqué et reconvoqué, condamné à huit mois avec sursis, mis en examen sous contrôle judiciaire avec, notamment, interdiction de sortir du territoire, Cédric Herrou essaie de prendre ce qui vient avec philosophie. *"Puisque j'y suis, il est intéressant de voir comment tout cela fonctionne..."*

Le principe de fraternité réhabilité ?

C'est lui qui vient d'amener la Cour constitutionnelle à se prononcer sur le *"délit de solidarité"* au regard du principe de fraternité. Le 6 juillet, les Sages ont affirmé qu'une aide désintéressée au *"séjour"* et à la *"circulation"* des étrangers en situation irrégulière ne saurait être passible de poursuites. Reste à voir de quelle manière cette décision, qui réjouit Cédric Herrou, se reflétera sur les prochains arrêts de justice, sachant que l'aide au franchissement de la frontière, même si elle se révèle désintéressée, reste illégale.

Benoît Ducos, qui continue à penser que *"le principe de fraternité ne peut avoir de frontières"*, a été relâché après huit bonnes heures de garde à vue. Il a rendez-vous avec la justice le 8 novembre, comme Mathieu notamment, militant engagé qui a sa vision de l'objectif de l'Etat : *"Liquidation de la résistance en Haute-Durance, piétinement des solidarités aux frontières, effrayant les populations pour régner en vainqueur. Ce procès se devra d'être le coup de semonce final sur la tête des vaincus."*